

Questions-réponses sur l'agriculture.

Guy Chambefort et Marie José Chassin, sa suppléante et maire de La-Chapelle-aux-Chasses, commune rurale du canton de Chevagnes, répondent aux cours de leurs rencontres avec les électeurs à de nombreuses questions sur l'agriculture. En voici quelques unes :

Comment analysez-vous la situation actuelle de l'agriculture sur notre territoire ?

Le dernier salon de l'agriculture a été un événement important pour l'Allier. Il concernait 7% de la population active et plus de 6 500 exploitations...17 éleveurs participeront aux différents concours (10 pour les bovins, 4 pour les ovins, 1 pour les porcs et 2 pour les ânes)...

Mais, c'était aussi **l'occasion de faire un point sur la politique agricole** menée par la droite depuis 5 ans et de mieux connaître les propositions de Ségolène Royal.

Le bilan de la droite n'est pas fameux, malgré les promesses faites en 2002 par le député sortant et son spécialiste de suppléant.

L'agriculture est affaiblie. En signant la réforme de 2003, la droite a amoindri le soutien à l'agriculture et à la politique agricole commune par la baisse des prix garantis, le démantèlement des instruments de régulation des marchés, par le découplage des aides et la mise en place d'un marché des droits à prime.

Le financement est en charpie. Entre 2002 et 2005, le budget a diminué de 10% et le refus d'augmenter le budget communautaire condamne la politique agricole commune.

Les agriculteurs sont déprimés. La F.N.S.E.A. l'a constaté : « année après année, l'agriculture n'est plus une priorité budgétaire gouvernementale ». D'après un sondage TLB SIA 2006, 60% des agriculteurs se sentent incompris. La confiance des consommateurs pour les produits diminue. L'image de l'agriculteur pollueur devient plus forte. On s'interroge sur l'après 2013. Et surtout de façon schizophrène, l'ancrage à droite s'est amplifié lors des récentes élections aux Chambres d'agriculture.

La spécificité agricole est appelée à disparaître. Nicolas Sarkozy envisage le regroupement du ministère de l'agriculture avec le ministère des finances (Agrapresshebdo-22/01/07).

Devant cette situation, **il faut souligner la pertinence et le bon sens des propositions de Ségolène Royal qui a été mise en tête de la circonscription, par les électeurs, le 6 mai dernier.**

...Promouvoir une agriculture assurant une alimentation de qualité, respectueuse de l'environnement...Transférer aux régions la gestion des aides directes...Favoriser la valeur ajoutée des produits agricoles afin d'améliorer les revenus et favoriser l'installation des jeunes...Promouvoir la réorientation de la politique agricole commune vers les aides agro-environnementales, assurer transparence et meilleure répartition des aides...Encourager la fourniture d'énergie alternative et l'agriculture biologique...Instaurer un moratoire sur les essais d'OGM en plein champ...

Quelle place faites-vous à l'agriculture dans vos réflexions ?

L'excellence environnementale est un pilier du projet de société et l'agriculture est au sein de l'excellence environnementale. C'est un changement très important ! D'abord, parce c'est opter pour une agriculture de qualité et respectueuse de l'environnement. Ensuite, parce c'est affirmer une volonté d'une transformation progressive mais profonde de nos modes de production et de consommation.

Pour l'Allier, voyez-vous des points plus sensibles que d'autres ?

Comme partout, « l'après 2013 » inquiète tout le monde, à juste titre ! Le monde agricole de notre département tient au maintien de la prime à la vache allaitante et à la prime à l'herbe. Les critères de répartition des aides européennes nécessitent des modifications pour une redistribution plus juste.

Pourquoi la prime à la vache allaitante est-elle si importante ?

C'est évident en quelques chiffres. En France, on a 50% de vaches allaitantes -celles qui nourrissent les veaux- et 50% de vaches laitières (deux fois 4 millions). En Allier, les vaches allaitantes sont 20 fois plus nombreuses que les laitières (200 000 contre 10 000)... Tout est dit !

Et la prime à l'herbe ?

Cette prime a subi des évolutions importantes. François Colcombet a joué un rôle très important. A Paris, il était un ardent et écouté défenseur de l'agriculture de l'Allier. Actuellement le député et son suppléant ne s'intéressent qu'au sort de certains exploitants. Nous agissons pour que l'Allier retrouve toute sa place à Paris.

Et cette évolution de la prime, alors ?

A très grands traits !... En 92, dans la Pac, la priorité était la culture et l'élevage extensif ne comptait pas pour beaucoup. En 95 arrive la prime à l'herbe. Depuis de nombreuses modifications réglementaires ont eu lieu. Disons qu'actuellement pour 500 000 hectares de culture, on compte 400 000 hectares d'herbage dont 70% émargent à la prime à l'herbe, au niveau de 76 euros par hectare et dans la limite de 100 hectares. Cela donne une idée de l'importance des choses et des inquiétudes... On sait que cette aide est menacée par l'absence de crédits européens (pour les spécialistes : « baisse de 50% des crédits du 2° pilier »).

On dit souvent que les agriculteurs reçoivent beaucoup d'aides européennes ?

Les aides sont importantes c'est vrai : 0,14 milliards d'euros pour un marché de 0,60 milliards, jusqu'en 2006. Aussi, que va-t-il se passer après la Pac, sans les aides, en 2013, pour nos territoires ? Où sont les prévisions de l'actuel gouvernement ? Mais ces aides sont surtout constituées d'empilage sans écrêtements : 20% des exploitations bénéficient de 80% des aides, 200 exploitations drainent 30% des aides. C'est très injuste et il faut rappeler que les efforts de Jean Glavany, ministre de Lionel Jospin, pour rendre le système plus équitable ont été complètement détournés. Il y a pire, car depuis 2006, les aides sont déconnectées de tout ou partie de la production... « Il vaut mieux passer la faucheuse, plutôt que de produire du lait par exemple ». Adoptant la logique néolibérale et anglo-saxonne, le gouvernement français actuel a refusé le principe du seuil d'écrêtement. « Plus on a d'hectares et de droits antérieurs, plus on touche » !!

Cela peut-il durer ?

Nous marchons sur la tête... Pour combien de temps ? La responsabilité des politiques sortants et des responsables du monde agricole est grande... Un jour, il faudra rendre des comptes ! Nous n'en sortirons pas par la logique néo-libérale de Sarkozy. Il faut en revenir rapidement à une situation plus saine et pour cela se servir des moyens proposés par Ségolène Royal.

